

GESTION ET EXÉCUTION

13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)

Modalité projet

Gestion directe par :

- subventions
- marché publics.

1.2 Résumé de l'Action

L'action proposée **vis** à **renforcer la participation des femmes et des jeunes, ainsi que leur protection** – encore faible dans la sphère publique, alors que ces groupes constituent respectivement 49,65% et 53% de la population (RGPH, 2017¹).

Au-delà des « paradigmes » d'accès à l'éducation, d'employabilité et de l'autonomisation économique, au cœur de la stratégie nationale de développement (Plan Comores Émergent, 2030), les femmes et les jeunes n'ont pas encore fait l'objet d'un programme dans le pays aux enjeux transversaux de protection et de participation citoyenne en vue d'une plus forte égalité de genre et d'un renforcement de leurs propres capacités.

La plus-value d'un tel programme repose sur les questions centrales de **prise en charge de leurs besoins immédiats de protection, à plus long terme d'expression démocratique, de la valorisation de leurs points de vue et de leurs talents dans des espaces sociaux et politiques** encore trop rares dans les îles de l'archipel comorien.

En effet, les femmes sont souvent directement – de par leur statut social – exposées et victimes de violences de genre. Si les textes légaux et les traditions matriarcales confèrent aux femmes des avantages notamment économiques dans le cadre de la structure familiale, il existe toujours à l'heure actuelle un **déséquilibre marqué en faveur des hommes en matière de pouvoir politique, culturel, social et économique. L'expression des jeunes sur la place publique**, notamment des jeunes moins instruits et moins socialement valorisés, **demeure contrainte et contenue malgré une implication importante de leur part dans la vie associative locale. Peu structurée, la société civile peine à porter les enjeux d'égalité des genres et d'une pleine participation des femmes et des jeunes aux débats citoyens.**

Des réponses concrètes sont à apporter aux besoins immédiats en partie déjà identifiés de protection des deux groupes-cibles, que sont les femmes et des jeunes et ce, pour les accompagner sur un plus long terme dans des processus participatifs et d'expression, de nature sociale et politique. La portée de la présente action se veut transformatrice en ceci qu'elle cherche à provoquer un changement des normes, pratiques et comportements à l'égard des jeunes et des femmes.

Ce programme d'un montant prévisionnel de 4 500 000 EUR pour une durée de mise en œuvre de 5 ans, promeut une **approche fondée sur les droits**. Corrélié à l'ODD 5 – Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles, il vise à « Renforcer la protection, la participation des Femmes et des Jeunes et de la Société Civile ». Le programme se décline en 3 composantes :

La composante 1, spécifique, vise à développer un écosystème de proximité favorable à la protection sociale et à la participation citoyenne des femmes et des jeunes de façon à :

- ✓ Répondre de façon directe, immédiate et à court terme, aux besoins de protection des femmes victimes de violence basée sur le genre (VBG) et des jeunes vulnérables ;
- ✓ Susciter un changement sociétal de fond -à plus long terme- des normes pratiques et comportements à leur égard.

La composante 2 transversale vise à appuyer une meilleure structuration de la Société civile en matière de protection et participation des femmes et des jeunes. Il s'agit de :

- ✓ Renforcer la structuration interne de la Société civile comorienne à partir des entrées thématiques de protection et de participation des femmes et des jeunes ;

¹ Recensement général de la population et de l'habitat.